

61. Décret du 2 février 1983 relatif à l'étude, à l'Ecole, des dialectes  
de la Wallonie

(Moniteur, 15 mars 1983)

Projet de l'Exécutif

Document n° 72 (1981-1982)

Texte adopté par le Conseil le 24 janvier 1983

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 460

2 FEVRIER 1983. — Décret relatif à l'étude, à l'Ecole, des dialectes de la Wallonie (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Dans l'enseignement primaire et secondaire, le recours à un des dialectes de Wallonie est autorisé chaque fois que les enseignants pourront en tirer profit pour leur enseignement, notamment pour l'étude de la langue française.

**Article 2.** Dans l'enseignement primaire, l'autorisation de la Direction générale est requise pour inscrire cette activité dans la limite d'une heure par semaine. Si l'enseignement subventionné officiel ou libre tient à inscrire cette activité dans la limite d'une heure par semaine, le pouvoir organisateur doit demander l'autorisation requise à l'alinéa 1er du présent article, via l'inspection cantonale. Pour l'enseignement de l'Etat cette autorisation sera demandée par le chef d'établissement, via l'inspection. Le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement désireux de le faire doit fournir un contenu structuré de cet enseignement.

Dans l'enseignement secondaire, l'enseignement d'un dialecte ainsi que de la littérature et des arts populaires locaux, peut prendre place dans le cadre des activités complémentaires et des activités para- et extra-scolaires.

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 février 1983.

Le Ministre-Président chargé des Affaires Culturelles  
et des Relations extérieures,  
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,  
R. URBAIN

(1) Session 1981-1982.

Documents du Conseil. — N° 72, n° 1. Projet de décret. — N° 72, n° 2. Rapport.

Session 1982-1983.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 décembre 1982. — Adoption. Séance du 24 janvier 1983.